

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU COMITE  
SYNDICAL DU 6 JUILLET 2015**

Envoyé en préfecture le 31/07/2015

Recu en préfecture le 31/07/2015

DELEGUES :	SEBA EAU	SEBA ASSAINISSEMENT COLLECTIF
	Amiché le	ID : 007-250700267-20150706-5215CS070027-DE
Nombre	79	27
Quorum	40	27
Présents	42	28
Pouvoirs		4
Votants		32
Abstentions		0
Suffrages exprimés		32
Majorité requise		17
Pour		32
Contre		0

**OBJET : N° 2.1 - TECHNIQUE – ASSAINISSEMENT COLLECTIF – OBLIGATION RACCORDEMENT –  
PROLONGATION DELAIS OU EXONERATION OBLIGATION -**

L'an deux mille quinze, le six du mois de juillet, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués -énumérés ci-dessous- ayant transféré la compétence assainissement collectif.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / FAUGIER Christian(Chandolas)/ Mme MOUTERDE Hélène et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / M. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / MM. PASCAL Jean (Faugères) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / CHARRON Claude et ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / AUDIBERT François (Ribes) / PERBOST Serge (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzières) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon) / GRASSET Guillaume et MANENT Pierre (Vinezac)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. IMMACOLATO Jean-Pierre et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u></b> M. MARRON Jacques <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u></b> MM. BACCONNIER Jean-Claude et FALLOT Joseph <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</u></b> M. DURIEU Jean-Marie <b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> MM. GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes) / MANENT Pierre (CDC Vinobre)
---	---

Titulaires ayant donné procuration :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> M. PONTHER Jean-Yves (Labégude) à M. SAUBIN Philippe M. CLADT Bernard (Labégude) à M. PASCAL Jean M. ROURISSOL Denis (St Privat) à M. MERINE Philippe M. CHARRIERE Jacques (Ruoms) à M. DEVANCIARD Gilles	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) à Mme CHASTAGNIER Geneviève <b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> M. PONTHER Jean-Yves (CDC Aubenas-Vals) à M. LACROTTE Robert
--	--

Titulaires excusés :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> M. BALMELLE Robert (Berrias -Casteljau) / Mme CHAGOT Patricia (Grosbrières) / MM. ROSE Hermand (Largentière) / RISSE Michel (Malbosq) / BELLOT James (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / GIBERT Alain (Rocles) / SERRE Michel (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (Saint Andéol de Vals) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OLIVIER Robert (Sanilhac) /	
---	--

Titulaires absents :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. VENDEVILLE Patrice (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / Mme AMET Maryse (Largentière) / MM. LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / IMBERT Guy (Rocher) / Mme KONARZEWSKI Jessica et M. ROURE Sébastien (Rosières) / Mme MESSAoudi Simone (Ruoms) / MM. BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / SOUTEYRAND Marc, Mme CHARROUD Annie et M. AVIAS Cyrille-Christophe (Ucel) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. ETIENNE Claude (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) / BARALE Ange (Vallon Pt d'Arc) <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u></b> MM. CHAULET Edouard et UGHETTO René <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u></b> Mme CHAGNOL Dominique et M. LADREY Jean-Pierre <b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> Mme CHAGNOL Dominique (CDC Gorges Ardèche)
---	---

Suppléants présents avec voix délibérative :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. MAURICE Fabrice (Grosbrières) / CHEVALIER Philippe (Meyras) / VAN DYCK Gaston (Rocles) / PASCAL Mehdi (St Andéol-De-Vals) / FARGIER Gérard (St Pierre De Colombier)	
---	--

Le Secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE

**OBJET : N° 2.1 - TECHNIQUE – ASSAINISSEMENT COLLECTIF – OBLIGATION RACCORDEMENT – PROLONGATION DELAIS OU EXONERATION OBLIGATION**

IB : 007-250700267-20150706-2015CS070027-DE

Depuis plusieurs années, à l'occasion de la mise en place d'un nouveau réseau de collecte des eaux usées domestiques, certains usagers interpellent le SEBA pour indiquer soit qu'ils possèdent une installation individuelle d'assainissement récente et qu'ils ne souhaitent pas se raccorder, soit qu'ils estiment ne pas être raccordables car leur habitation se trouve en contre-bas du réseau. Or, en matière d'assainissement collectif et de raccordement aux réseaux publics de collecte, les principales dispositions relèvent du Code de la Santé Publique.

Le contenu de l'article L 1331-1 du ce Code est le suivant :

« *Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau de collecte. Un arrêté interministériel détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire [...] peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa.* »

L'arrêté du 19 juillet 1960 relatif au raccordement des immeubles aux égouts, complété par l'arrêté du 28 février 1986, dispose :

« *Article 1<sup>er</sup>- Peuvent être exonérés de l'obligation de raccordement aux égouts :*

- *Les immeubles faisant l'objet d'une interdiction définitive d'habiter [...] ;*
- *Les immeubles déclarés insalubres [...] ;*
- *Les immeubles frappés d'un arrêté de péril prescrivant leur démolition [...] ;*
- *Les immeubles dont la démolition doit être entreprise en exécution des plans d'urbanisme [...] ;*
- *Les immeubles difficilement raccordables dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement autonome [...] ;*

*Article 2- Des prolongations de délais [...] peuvent être accordées aux propriétaires d'immeubles ayant fait l'objet d'un permis de construire datant de moins de dix ans, lorsque ces immeubles sont pourvus d'une installation réglementaire d'assainissement autorisée par le permis de construire et en bon état de fonctionnement [...]. »*

Il est proposé au Comité Syndical d'accorder une prolongation de délais ou une exonération de l'obligation de raccordement dans le cadre des dispositions des arrêtés mentionnés ci-dessus, en prenant en compte les modalités suivantes, telles que proposées par l'Exécutif et la Commission des travaux.

#### **Prolongation du délai d'obligation de raccordement :**

Le délai de 2 ans est porté à 8 ans. Ce nouveau délai s'entend comme un délai maximum et démarre à la signature de l'avis portant sur le contrôle de réalisation du dispositif individuel d'assainissement et s'achève à la date du constat écrit de bon raccordement. Le fait générateur pour bénéficier de cette disposition est la demande écrite du propriétaire de l'immeuble avec à l'appui le rapport de contrôle après réalisation de son dispositif d'ANC.

Les conditions cumulatives suivantes doivent être remplies:

- Immeuble ayant fait l'objet d'un permis de construire datant de moins de dix ans (entre la date de délivrance du permis et la date de réception des travaux de création du réseau de collecte),
- Permis dans le cadre duquel le SEBA a émis un avis formalisé quant au projet d'ANC ;
- Si le SPANC n'était pas opérationnel à la date du permis, un contrôle doit être réalisé pour vérifier que l'installation est conforme ; le délai de 8 ans s'entend alors comme le délai entre le permis et le raccordement effectif ;
- Avis favorable lors du contrôle de conception ;
- Avis favorable lors du contrôle de réalisation;
- En cas d'absence de contrôle après réalisation, la prolongation de délai n'est pas accordée.

Si toutes les conditions sont remplies, la prolongation de délai est accordée et l'assujettissement à la redevance débute à la date du raccordement effectif (et au plus tard au bout de 8 ans). A défaut, la redevance sera doublée selon les modalités générales du service assainissement collectif.

#### **Exonération de l'obligation de raccordement :**

Elle est possible dans les cas énumérés par la réglementation rappelée ci-avant.

**Pour les cas des immeubles difficilement raccordables**, il convient d'en donner une définition, laquelle pourrait être la suivante :

- Immeubles dont la façade est située à plus de 100 mètres du réseau public ;
- Immeubles dont le niveau du terrain d'assiette se trouve à une cote inférieure de 10 mètres au moins à la cote fil d'eau du réseau.

L'exonération de l'obligation de raccordement sera accordée si les conditions suivantes sont remplies :

- Le propriétaire de l'immeuble adresse une demande écrite à l'autorité organisatrice du service public d'assainissement collectif : il doit fournir la preuve du caractère difficilement raccordable de son immeuble sur la base des critères ci-dessus énoncés ;
- L'immeuble doit disposer d'une installation individuelle d'assainissement n'ayant pas donné lieu à un avis non conforme dans le cadre du contrôle de bon fonctionnement par le SPANC ;
- Si le contrôle « installation existante » n'a pas encore été réalisé, il est réalisé par le SEBA dans le mois suivant la demande écrite, à la charge du demandeur ;
- Si le contrôle a conclu à un avis non conforme, le SEBA accepte une réhabilitation si les travaux sont réalisés dans les douze mois qui suivent la date d'envoi de l'avis sur la base d'un dossier formalisé conforme au règlement du service d'assainissement non collectif.

Ces propositions ont été présentées à la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 30 juin 2015 et ont fait l'objet d'un avis favorable, tel qu'**annexé** à la présente délibération.

Le Comité Syndical est appelé à en débattre et, en cas de validation, de décider d'intégrer ces modalités sous forme de deux articles nouveaux au sein du règlement de service d'assainissement collectif.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME  
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL



# EXTRAIT DU REGISTRE DES AVIS DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX DU 30 JUIN 2015 SUR L'OBLIGATION DE RACCORDEMENT A L'ASSAINISSEMENT COLLECIF – PROLONGATION DE DELAIS OU EXONERATION OBLIGATION -

L'an deux mille quinze, le trente du mois de juin à quatorze heures trente minutes, la Commission Consultative des Services Publics Locaux du S.E.B.A., dûment convoquée par le Président du Syndicat, s'est réunie au Siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE sous la présidence de Jean PASCAL, Président du Syndicat.

**Présents :**

Président du Syndicat : - M. Jean PASCAL

Association des Consommateurs de la Fontaulière : - M. Jacques COLOM Y CANALS

UFC QUE CHOISIR : - M. Jean-François TODESCHINI-DEIBER

SAUR : - M. Sébastien RAYNAUD

**Excusés :**

Délégués du Comité Syndical : - Mme Lise TAULEIGNE,  
- M. Michel RISSE

**Absents :**

Délégués du Comité Syndical : - M. Angelin RAMANMALI  
- Mme Annie CHARROUD

ASSECO CFDT : - M. Guy CLEMENT

UDAF : - M. Benoît MONTICCILOLO

Le Président fait part à la Commission de la nécessité de se prononcer l'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif, et notamment sur une prolongation de délais ou exonération de l'obligation dans certains cas.

En effet, dans son article L. 1331-1 du Code de la Santé Publique stipule que :

« Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau de collecte.

Un arrêté interministériel détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire [...] peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa. »

L'arrêté du 19 juillet 1960 relatif au raccordement des immeubles aux égouts, complété par l'arrêté du 28 février 1986 dispose :

« Article 1<sup>er</sup>- Peuvent être exonérés de l'obligation de raccordement aux égouts :

- Les immeubles faisant l'objet d'une interdiction définitive d'habiter [...] ;
- Les immeubles déclarés insalubres [...] ;
- Les immeubles frappés d'un arrêté de péril prescrivant leur démolition [...] ;
- Les immeubles dont la démolition doit être entreprise en exécution des plans d'urbanisme [...] ;
- Les immeubles difficilement raccordables dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement autonome [...] ;

Article 2- Des prolongations de délais [...] peuvent être accordées aux propriétaires d'immeubles ayant fait l'objet d'un permis de construire datant de moins de dix ans, lorsque ces immeubles sont pourvus d'une installation réglementaire d'assainissement autorisée par le permis de construire et en bon état de fonctionnement [...]. »

Affiché le

Benoit  
Levrault

ID : 007-250700167-20150706-2015CS00027-DE

Il est proposé d'accorder une prolongation de délais ou une exonération de l'obligation de raccordement dans le cadre des dispositions des arrêtés mentionnés ci-dessus, en prenant en compte les modalités suivantes, telles que proposées par l'Exécutif et la Commission Travaux :

**Prolongation du délai d'obligation de raccordement :**

Le délai de 2 ans est porté à 8 ans. Ce nouveau délai s'entend comme un délai maximum et démarre à la signature de l'avis portant sur le contrôle de réalisation du dispositif individuel d'assainissement et s'achève à la date du constat écrit de bon raccordement.

Le fait générateur pour bénéficier de cette disposition est la demande écrite du propriétaire de l'immeuble avec à l'appui le rapport de contrôle après réalisation de son dispositif d'ANC.

Les conditions cumulatives suivantes doivent être remplies:

- Immeuble ayant fait l'objet d'un permis de construire datant de moins de dix ans (entre la date de délivrance du permis et la date de réception des travaux de création du réseau de collecte),
- Permis dans le cadre duquel le SEBA a émis un avis formalisé quant au projet d'ANC ;
- Si le SPANC du SEBA n'était pas opérationnel à la date du permis (avant mai 2008), un contrôle doit être réalisé pour vérifier que l'installation est conforme ; le délai de 8 ans s'entend alors comme le délai entre le permis et le raccordement effectif ;
- Avis favorable lors du contrôle de conception ;
- Avis favorable lors du contrôle de réalisation;
- En cas d'absence de contrôle après réalisation, la prolongation de délai n'est pas accordée.

Si toutes les conditions sont remplies, la prolongation de délai est accordée et l'assujettissement à la redevance débute à la date du raccordement effectif (et au plus tard au bout de 8 ans).

**Exonération de l'obligation de raccordement :**

Elle est possible dans les cas énumérés par la réglementation.

**Pour les cas des immeubles difficilement raccordables,** il convient d'en donner une définition, laquelle pourrait être la suivante :

- Immeubles dont la façade est située à plus de 100 mètres du réseau public ;
- Immeubles dont le niveau du terrain d'assiette se trouve à une cote inférieure de 10 mètres au moins à la cote fil d'eau du réseau ;

L'exonération de l'obligation de raccordement sera accordée si les conditions suivantes sont remplies :

- Le propriétaire de l'immeuble adresse une demande ; il doit fournir la preuve du caractère difficilement raccordable de son immeuble sur la base des critères ci-dessus énoncés ;
- L'immeuble doit disposer d'une installation individuelle d'assainissement n'ayant pas donné lieu à un avis non conforme dans le cadre du contrôle de bon fonctionnement ;
- Si le contrôle « installation existante » n'a pas encore été réalisé, il est réalisé par le SEBA dans le mois suivant la demande écrite, à la charge du demandeur ;
- Si le contrôle a conclu à un avis non conforme, le SEBA accepte une réhabilitation si les travaux sont réalisés dans les douze mois qui suivent la date d'envoi de l'avis sur la base d'un dossier formalisé conforme au règlement du service d'assainissement non collectif.

Le Président met donc en débat ce point et demande à la Commission d'émettre un avis sur ces propositions.

A l'unanimité des membres présents, la Commission émet un avis favorable sur ces propositions dont les modalités seront intégrées sous forme de deux articles nouveaux au sein du règlement de service assainissement collectif en relevant qu'il s'agit, effectivement, de mesures en faveur des usagers tout en s'interrogeant sur les incidences en terme de recettes qui ne doivent pas être globalement impactées pour équilibrer le service.

**Après avoir recueilli cet avis, le Président rappelle :**

- que cet avis sera communiqué au Comité Syndical lors de sa séance du 6 juillet 2015 à 17 h 30 ;
- que cet avis sera joint à la délibération dudit Comité Syndical.

Pour extrait certifié conforme,  
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL